

Congé d'été

Une voix: Vous auriez dû vous en douter.

M. Benjamin: Eh bien, vous avez mieux su les juger que nous. Au fond, ce n'était que de l'esbroufe.

Maintenant, à nous deux les gars.

M. Shields: Vous êtes acoquinés avec eux. Qu'est-ce que vous nous racontez?

M. Benjamin: La grève des postes n'est que le symptôme d'une maladie. Je prédis—et j'espère me tromper—qu'on va nous rappeler ici au mois d'août ou au mois de septembre pour adopter une mesure législative forçant les postiers à reprendre le travail, pour étudier la question du dossier des travailleurs de la voie maritime, celle du syndicat des marins et des manutentionnaires du grain. La liste sera longue comme un jour sans pain. Voilà pourquoi les conservateurs devraient prolonger la session.

Je répète que la grève des postes est le symptôme d'une maladie. Au cours de l'été, qui sera l'été de la grogne, nous verrons apparaître une demi-douzaine d'autres symptômes. La population sera mécontente à cause de la réforme fiscale, des taux d'intérêt, du logement, des faillites, de la commission des justes prix, de la politique énergétique, et d'un autre dossier qui m'est particulièrement cher, VIA Rail. Tout va y passer.

J'ai soulevé cette question le 29 juin et je suis extrêmement satisfait et fier de mes collègues de tous les partis, qui, depuis cette date, on fait un tintamarre de tous les diables à propos de cette question. J'ai essayé de faire preuve de courtoisie et j'ai envoyé des documents qui m'étaient parvenus sous le manteau, et je les ai même fait circuler parmi les députés conservateurs et libéraux. C'est pour toutes ces choses-là que nous devrions siéger la semaine prochaine.

Si les représentants de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick veulent intervenir et poser des questions sur Atlantic Limited, ils ne pourront pas le faire s'ils baissent les bras ce soir. Ils ont cédé cet après-midi. Ils ont plié. Je voudrais dire à certains des ministériels du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse que le ministre des Transports (M. Pepin) veut que vous ne soyez plus là quand il fera cette déclaration la semaine prochaine ou la semaine d'après au sujet de la désaffectation de certains tronçons de VIA Rail. Les députés ne pourront même pas soulever la question au sein de leur propre caucus et encore moins à la Chambre.

M. Corbin: Nous l'avons fait.

M. Benjamin: Oui, mais vous avez vu le résultat? Vous avez reçu une raclée et vous allez en recevoir bien d'autres encore.

Il ne s'agit pas seulement de la grève des postes, de VIA Rail ou d'autres questions du genre. Le problème, c'est de demander au Parlement de siéger jusqu'à la fin de l'été au besoin pour régler les problèmes qui pourront demander dans certains cas que le gouvernement modifie complètement sa politique actuelle. Toutes sortes de gouvernements ont déjà dû le faire. Plus d'un déjà a dû retourner sa veste. Et si le gouvernement avait le courage de le faire, il n'en serait que plus louable.

Le Parlement ne peut plus se permettre de connaître le genre de situation que nous avons connue la semaine dernière où l'opposition officielle affirmait qu'elle allait nous garder ici jusqu'à Noël. Et bien, qu'ils plient bagage et qu'ils démissionnent. Ce sont les premiers à plier bagage.

Je ne suis pas d'accord avec mon collègue de Winnipeg-Nord-Centre, car je crois depuis le début que le Parlement devrait continuer à siéger pour d'autres raisons que la grève des postes. Mais après le spectacle qu'il nous a donné hier et aujourd'hui, le gouvernement a eu le culot de présenter une motion de clôture en invoquant un règlement qui n'a pas été utilisé depuis 1913. Il faut qu'il soit vraiment désespéré. Il veut vraiment se débarrasser de nous et ne veut plus qu'on lui pose de questions. Il ne supporte même pas que les membres de son propre caucus discutent et manifestent leur impatience.

M. Gimaiel: Regardez autour de vous.

M. Benjamin: Permettez que je précise pourquoi le Parlement devrait siéger encore la semaine prochaine. Je pense notamment au programme d'aide à l'entretien des troupeaux. Mon collègue, le député de Humboldt-Lake-Centre (M. Althouse) a tâché d'obtenir quelque chose du gouvernement à ce sujet comme certains députés de l'opposition officielle d'ailleurs. C'est là une raison pour que le Parlement siège la semaine prochaine.

Des députés des trois partis ont fait leur possible, à la Chambre ou au sein de leur propre caucus, pour que quelque chose soit fait au sujet des taux d'intérêt. Voilà encore une autre excellente raison de siéger la semaine prochaine.

Ensuite, il y a le problème des faillites. Depuis deux semaines, je reçois des téléphones d'hommes d'affaires. Ce serait une bonne raison de rester ici encore une semaine. Qu'allons-nous faire pour régler cette situation?

Il y a aussi la commission des justes prix. Ce serait une autre bonne raison d'être ici la semaine prochaine.

C'est ce qui a incité mon collègue de Winnipeg-Nord-Centre à proposer l'ajournement de la Chambre aujourd'hui. Mais les conservateurs se sont dégonflés. Ils se sont défilés. Pourtant, ils parlaient bien haut la semaine dernière.

Il ne s'agit pas seulement de la grève des postes. On ne peut reprocher aux postiers l'état actuel de l'économie. Il y a bien d'autres choses aussi graves, voire même plus que les postes; l'énergie et les transports, par exemple.

J'en arrive maintenant à l'essentiel. Nous avons un gouvernement formé de représentants libéraux de différentes régions du centre et de l'Atlantique qui a entrepris d'accroître les frais de transport et de ne pas s'occuper de l'énergie. Le gouvernement propose d'abandonner le service-voyageurs sur 16 lignes ferroviaires et de réduire la fréquence des trains sur cinq autres. Je suis heureux que des libéraux et des conservateurs de l'Atlantique et du centre aient enfin élevé la voix. J'espère que le ministre des Transports a compris. Mais le gouvernement ne veut pas que nous restions ici pour discuter de ces questions.

La Commission canadienne des transports a déjà décidé que 15 des 21 lignes en question devraient être maintenues. Les libéraux de l'Atlantique et les conservateurs de l'Ouest sont d'accord avec cette décision. Je suppose que ce serait un bon sujet de discussion la semaine prochaine. Mais les libéraux veulent nous voir partir et les conservateurs se sont dégonflés à propos de leur Supercontinental entre Saskatoon et Edmonton. Ils veulent maintenant rentrer chez eux. Les députés du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse ont proposé des motions aux termes de l'article 43 du Règlement. Ne serait-il pas intéressant de rester ici la semaine prochaine pour discuter de ces questions avec le ministre des Transports?